

Les syndicats préfèrent rester prudents

CAROLINE BEYER [@BeyerCaroline](#)

CONNAISSANCE parfaite du système et de ses rouages. Réelle capacité d'écoute et de dialogue. Volonté de parler de la pédagogie et des élèves « en vrai ». Pour les syndicats de droite comme de gauche, Jean-Michel Blanquer est un homme de convictions reconnu. Mais à la sortie du premier Conseil supérieur de l'éducation (CSE) du ministre de l'Éducation - qui a duré toute la journée du 8 juin -, ils affichent, en chœur, la prudence. Sur fond de campagne législative, alors que Jean-Michel Blanquer a multiplié les annonces dans les médias, les organisations syndicales sont dans l'attente.

« Les "devoirs faits", le stage de soutien pour les élèves de CM2 en difficulté avant l'entrée en sixième, des chorales dans toutes les écoles... Les mesures annoncées par Jean-Michel Blanquer sont périphériques à la classe », estime Françoise Popineau, secrétaire générale du Snuipp. Le principal syndicat d'enseignants du primaire attend désormais le calendrier pour entrer dans le vif du sujet. « La baisse des effectifs dans les classes, la formation des enseignants - dont certains n'ont eu de formation continue depuis vingt ans! - et l'attractivité du métier », précise la secrétaire générale.

« Nous sommes prudents, mais assez intéressés », glisse Jean-Rémi Girard, le vice-président du Snalc. Le syndicat, classé à droite, a été sensible aux si-

gnaux « antipédagogistes » envoyés par le ministre. « Les fondamentaux à l'école primaire, l'autorisation du redoublement... ce sont des choses qui nous correspondent », poursuit-il, même si les premiers textes rectificatifs de la réforme du collège ne vont pas assez loin à ses yeux : « Nous voudrions aller plus loin sur la place des langues anciennes. L'aide personnalisée et les EPI (enseignements pratiques interdisciplinaires, NDLR) continuent de nous donner des maux de tête. »

La question de l'orientation

Du côté de l'Unsa, proche du PS, si l'on décrit « un homme réellement engagé pour l'école et la réussite des élèves », on se dit déjà « ennuyé » par « un enchaînement d'annonces qui ne font pas de bien à l'école ». « Jean-Michel Blanquer se défend de tout "zigzag" politique, mais il adresse à l'opinion des signaux qui disent le contraire », regrette Stéphane Crochet, secrétaire général.

En réalité, tous attendent la suite. À commencer par la réforme du lycée et du baccalauréat, et, en toile de fond, la délicate question de l'orientation dans le supérieur et de l'orientation à l'université.

C'est avec des réserves partagées qu'ils attendent aussi d'en savoir plus sur l'autonomie des établissements et jusqu'où celle-ci pourrait aller. Pas question pour eux de laisser les chefs d'établissement recruter leurs troupes ou d'annualiser le temps de travail des enseignants. ■